

l'Espoir, l'Unité, l'Avenir

P

PRESSE
DISTRIBUÉE PAR
LA POSTE

Bulletin d'information
Fédération de la Creuse du Parti Communiste Français
17, rue du Docteur de Lavillatte - 23000 Guéret

05 55 52 17 06 - 06 31 82 89 29

Courriel : pcf23@wanadoo.fr - Site Internet : 23.pcf.fr
Facebook : <https://www.facebook.com/pcf23/>
Tweeter : @PCF_23

Déposé le 02.03.2020

Directeur de publication : Stéphane BRIAULT - CPPAP 0221 P 11517 - Imprimerie ECP Guéret



Cher-e-s ami-e-s,
cher-e-s camarade-s,

Le capitalisme en crise profonde est de plus en plus contesté. C'est une crise systémique, et une déflagration financière se dessine à l'horizon. Les ravages climatiques ou environnementaux poussent à la colère des populations, en Australie ou

dans le sud de la France encore inondé par exemple. Parce que de nombreux pays du monde voient leur économie mise en péril par la guerre économique, la corruption, le FMI (Fond Monétaire International), la BCE (Banque Centrale Européenne), les politiques d'austérité.

Dans un tel contexte, on attendrait de la France qu'elle fasse entendre une voix originale, celle de la coopération entre les peuples, de la défense de leur souveraineté, de la justice et du respect du droit international. Hélas, nous avons aujourd'hui un président de la République qui rabaisse comme jamais la voix de notre pays.

La France connaît un mouvement social historique, inédit par sa durée, remarquable par la détermination des secteurs engagés et d'ores et déjà marquant par ses conséquences politiques. Bien sûr, les mobilisations se heurtent toujours à un pouvoir intransigeant, obstiné, brutal et même violent. Le Président de la République et sa majorité n'hésitent pas à recourir à toutes les manipulations, à tous les mensonges et à la répression à l'encontre des manifestants et du monde syndical. Leur projet de loi est pire que toutes les annonces qui ont été faites : âge d'équilibre à 65 ans pour la génération 1975; plafonnement des dépenses à 12,9 % du PIB alors que la part des richesses a toujours augmenté dans le PIB depuis les années 50; recul de l'âge de départ en retraite pour les travaux pénibles à 63 ans !

Restons mobilisés pour demander le retrait de cette réforme, certainement l'une des pires de la V^e République.

Avec plus de 60 jours de mobilisations et de grèves reconductibles et la mobilisation simultanée de très nombreux secteurs, c'est le plus long conflit dans les entreprises depuis mai 68. Avec nos parlementaires, nous avons été à l'initiative d'un travail en commun des trois groupes. Nous déposerons ensemble la motion référendaire et la motion de censure. Il est urgent que le peuple s'exprime. Nous proposons une sortie de crise par un référendum qui doit permettre aux Français d'avoir le dernier mot.

On aura vu aussi les mobilisations massives de la jeunesse pour la justice climatique et celles qu'auront soulevé les violences faites aux femmes.

Les élections municipales de mars prochain sont de ce point de vue une étape primordiale, et je crois qu'en étant très offensifs dans la campagne qui est désormais ouverte, nous pouvons marquer des points décisifs partout dans le pays. Nous pouvons faire grandir l'idée que les politiques d'austérité et de casse des services publics de ce gouvernement n'apportent pas de réponse aux attentes de nos concitoyens.

Oui, il faut dénoncer les attaques en matière de pouvoir d'achat, mais aussi les baisses des dotations aux communes dont la majorité actuelle ainsi que les précédentes sont responsables.

Oui, nous voulons reprendre le pouvoir sur l'argent, sur les richesses que nous créons pour répondre aux besoins de nos concitoyens, pour relever le défi climatique !

N'ayons pas peur de mettre ces sujets au cœur de nos échanges avec les autres forces de gauche et écologistes. Pouvons le débat et la confrontation sur ces questions, car il serait trompeur de faire croire aux Français que nous allons relever le défi climatique sans remettre en cause la finance, sans remettre en cause le capitalisme !

Stéphane BRIAULT



De la Cisjordanie à la Transjordanie

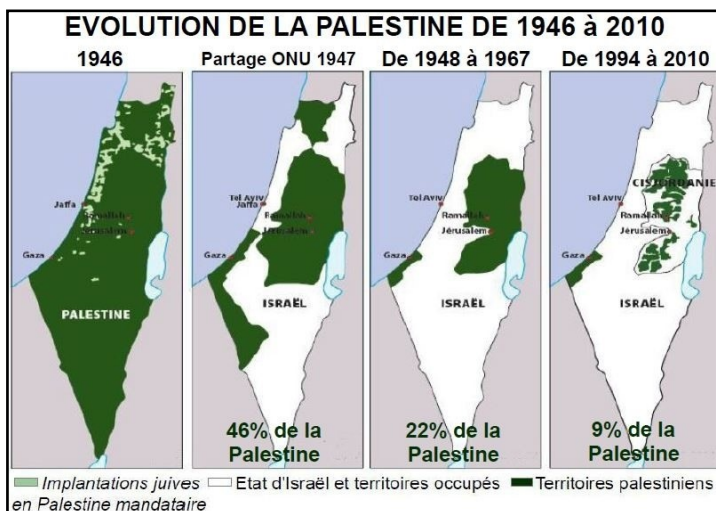
Les évangélistes américains, force électorale importante de Donald Trump, rêvent d'une fin du monde proche, synonyme de retour du Messie. Une des conditions de cet événement serait le retour massif des juifs en Israël. Ils sont donc très satisfaits du plan de paix proposé par le président américain qui conduit à l'annexion par Israël de ses colonies implantées en Cisjordanie, à l'établissement de sa souveraineté sur la vallée du Jourdain et, bien sûr sur Jérusalem-Est. C'est une façon, pour les États-Unis et Israël, de violer délibérément le droit international afin qu'Israël annexe complètement la Palestine dans le cadre d'un État qui se définit, lui-même juridiquement comme un État juif. Le droit au retour des réfugiés étant, par ailleurs, supprimé par le plan de paix proposé, le peuple palestinien présent dans les territoires vivrait, ainsi, sous un régime d'apartheid et serait soumis à une oppression coloniale et raciste.

Ce peuple, dirigé par une Autorité contestée, divisée entre un Hamas radicalisé et un Fatah embourgeoisé et soupçonné de corruption, partagé géographiquement entre Gaza et la Cisjordanie, se trouve aussi isolé sur le plan international :

- le Conseil de Sécurité est inféodé aux États-Unis qui bénéficient, en plus, d'un droit de veto ;
- même si la Ligue arabe le soutient, certains États arabes importants l'ont abandonné : les Émirats Arabes Unis, l'Égypte, l'Arabie Saoudite et le Qatar ;
- la France a « salué les efforts du président Trump et étudiera avec attention le plan de paix » (De nombreux diplomates français se sont déclarés « consternés » par « une déclaration aussi minable »).

Il est envisageable que la paix naisse un jour, dans ce pays, à condition que ce soient les deux parties, Israël et la Palestine qui, ensemble, se mettent d'accord sur une solution à deux États : l'un juif (Israël), l'autre arabe qui comprendrait (outre les territoires actuellement reconnus par le droit international) les territoires occupés en Cisjordanie par Israël, mais aussi une partie de la Jordanie (ex. Transjordanie) dont la majeure partie de la population est palestinienne. Ce sera un défi pour le royaume jordanien.

Il faut faire confiance à la jeunesse palestinienne pour y parvenir lorsqu'elle aura pris conscience que ses dirigeants ne sont plus légitimes et que la Palestine ne renaîtra pas des cendres d'Israël. En attendant, honte aux lubies de Trump et au diable, les évangélistes !



Alain ROUDIER



Stop à l'enfumage

Travailler plus pour gagner moins c'est le projet de destruction des retraites qui confirme les craintes maintes fois annoncées par ceux qui défendent une amélioration du système et non une détérioration.

Le mouvement contre cette parodie de réforme ne faiblit pas contrairement à ce que le gouvernement des riches, le patronat et certains médias prétendent et surtout souhaitent.

La retraite à 64 ans et plus c'est travailler plus pour avoir moins longtemps. Ça n'est pas ce que l'on peut nommer une retraite bien méritée.

L'intox quant à la hausse d'espérance de vie qui justifierait un départ à la retraite reculé ne tient pas face à la réalité de la vie.

Si, effectivement, l'espérance de vie a augmentée ces 60 dernières années, cela ne veut pas dire espérance de vie en bonne santé, d'une part, et cet allongement a tendance à stagner, d'autre part. Les conditions de travail se détériorent au fur et à mesure de la diminution des avantages acquis.

Aussi, quand on sait que les deux tiers des 60 / 64 ans sont au chômage, où est la subtilité à faire travailler cette catégorie plus longtemps ?

Au fil des « réformes » du système de retraites, l'allongement de la durée de cotisations pour espérer partir dans de « meilleures conditions » (?) ne fait qu'augmenter.

Ainsi, les plans seniors, CDD seniors, contrats de générations, taxes contre le licenciement des plus de 50 ans et autre suppression de recherche d'emploi pour les plus de 45 ans ont été créés sans aucun effet probant. Les seniors sont de plus en plus la proie de la pauvreté alors qu'après un dur et long labeur, la retraite devrait permettre à chacun de vivre sereinement, dignement et à l'abri du besoin.

A l'heure où 61% des citoyens refusent la destruction du système de retraite solidaire, le Président de la République, étant le garant de l'intérêt général, devrait entendre les doléances du peuple et reconnaître que son projet est à contre-sens de l'histoire et du désir du plus grand nombre.

Cela doit déboucher sur une grande délibération collective qui s'appelle « référendum » !



Bernard BAUDRON

Retraites : une histoire par les réformes

LA RÉGRESSION À PETITS PAS





Samedi 16 mai 2020
9 h30
Siège de la Fédération du PCF23

Exposé - Débat
« PANORAMA GEOPOLITIQUE MONDIAL 2020 »
Par Alain ROUDIER

S'en suivra une collation
Ouvert à toutes et à tous
GRATUIT

2020

Centenaire du Parti Communiste Français

Entre le 25 et le 30 décembre 1920, la grande majorité des délégués socialistes réunis en congrès à Tours décident l'adhésion à l'internationale communiste.

Le parti communiste français était né.



Pour faire vivre tout au long de l'année tous les projets associés à cet anniversaire, nous lançons un appel à cotisation supplémentaire (l'équivalent d'un mois pour les membres du parti) ou à faire un don (qui ouvrent droit à une déduction fiscale).

*Les chèques (à l'ordre de « ADF - PCF23 ») ou espèces peuvent être envoyés ou déposés à la Fédération du PCF23
17 rue du Docteur de Lavillatte
23000 Guéret.*

Précisez bien vos noms et adresse pour rendre possible la rédaction d'un reçu fiscal.

